

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 juni 1999;
 Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 1999;
 Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, teneinde een degelijk beheer van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de instellingen van openbaar nut, op wie het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid van toepassing is, mogelijk te maken, het aantal vakantieverlofdagen waarop deze leden recht hebben ten vroegste bepaald dient te worden;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 21 juni 1999,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, wordt paragraaf 1 door de volgende paragraaf vervangen :

« § 1. 1° Met ingang van 1 januari 1999 genieten de in artikel 1 bedoelde ambtenaren een jaarlijks vakantieverlof waarvan de duur naargelang hun leeftijd als volgt wordt bepaald :

- minder dan vijfenveertig : vijfentwintig werkdagen;
- van vijfenveertig tot negenenveertig jaar : zesentwintig werkdagen;
- vanaf vijftig jaar : zevenentwintig werkdagen;

2° met ingang van 1 januari 2000 wordt de duur van het jaarlijks vakantieverlof voor de in artikel 1 bedoelde ambtenaren als volgt vastgelegd :

- minder dan vijfenveertig : zesentwintig werkdagen;
- van vijfenveertig tot negenenveertig jaar : zevenentwintig werkdagen;
- vanaf vijftig jaar : achtentwintig werkdagen.

Voor het bepalen van de duur van het verlof wordt de leeftijd in aanmerking genomen die de ambtenaar bereikt heeft op 1 juli van het jaar. ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2866

[C - 99/27657]

10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une prime à l'adaptation de logements aux personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 18, 24 et 28, § 1^{er};

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 1^{er} avril 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 31 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° personne handicapée :

a) soit la personne reconnue par le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement comme étant atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;

b) soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner sur le marché général de l'emploi en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c) soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins, en application de la même loi;

2° enfant à naître : l'enfant conçu depuis au moins 90 jours à la date d'introduction de la demande, la preuve en étant fournie par une attestation médicale;

3° revenus : les revenus imposables globalement du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement à la date de la demande, ces revenus étant ceux de l'avant-dernière année qui précède celle de la demande.

Les revenus précités sont diminués de 75 000 F par enfant à charge ou à naître.

En cas de séparation du demandeur entre l'année de référence des revenus et l'introduction de la demande, les revenus pris en considération font abstraction de l'application éventuelle du quotient conjugal.

Les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés n'avaient pas été exemptés de ces impôts.

Art. 2. § 1^{er}. Sont pris en considération pour le bénéfice de la prime à l'adaptation :

1° les aménagements de l'accès au logement de manière telle que le cheminement soit possible depuis la voirie jusqu'aux installations communes et jusqu'au logement par :

- a) des plans inclinés;
- b) l'adaptation de la largeur des passages des couloirs,
- c) l'adaptation des halls;
- d) l'adaptation des dégagements;
- e) l'adaptation de la texture du sol.

2° les aménagements du logement de manière telle que la circulation sans entrave et la jouissance de toutes les fonctions soient possibles par :

- a) la largeur des passages, des portes intérieures et extérieures;
- b) la texture du sol;
- c) des aires de rotation dans le hall, le séjour, les chambres, la salle de bains, le WC et le garage;
- d) le renforcement des murs destinés aux fixations d'accessoires;
- e) des menuiseries spécifiques nécessitées par le handicap;
- f) des installations électriques telles que des interrupteurs, des prises, des commandes électriques, des parlophones accessibles;
- g) l'accès aux balcons et terrasses.

§ 2. Pour chaque prime, le montant des travaux pris en considération doit être couvert pour un montant minimum de 60 000 francs hors TVA, par des factures émanant d'entrepreneurs enregistrés du secteur de la construction.

§ 3. La prime à l'adaptation peut être cumulée avec d'autres aides accordées en vertu de la réglementation de la Région wallonne ou de la Communauté germanophone en matière de politique des personnes handicapées.

Art. 3. Pour pouvoir introduire une demande d'octroi de prime, l'intéressé doit :

- 1° être majeur ou être mineur émancipé;
- 2° ne pas disposer de revenus supérieurs à 1 250 000 francs si le ménage est composé d'une personne seule, 1 500 000 francs si le ménage est composé de plusieurs personnes;
- 3° être titulaire, sur le logement objet de la demande, d'un droit réel ou disposer d'un contrat de bail d'une durée minimum de 9 ans portant sur le logement objet de la demande, que le locataire avec l'accord du bailleur affecte à sa résidence principale, lui permettant de souscrire les engagements visés aux points 6° et 7°;
- 4° s'il échet, le demandeur locataire doit disposer de l'autorisation de son propriétaire de procéder aux travaux visés par le présent arrêté;
- 5° consentir à la visite de l'immeuble par les personnes désignées par le ministre qui a le logement dans ses attributions, ci-après désigné le ministre, parmi les agents de l'administration ci-après désignés les délégués du ministre, et ce, jusqu'au terme d'une période de 9 ans à dater de la déclaration d'achèvement des travaux;
- 6° pour une période ininterrompue de 8 ans et six mois prenant cours six mois après la date de la déclaration d'achèvement des travaux, la personne handicapée pour laquelle les travaux ont été entrepris doit occuper ce logement à titre de résidence principale et ne pas affecter à un usage professionnel des pièces initialement utilisées à des fins résidentielles sauf si l'évolution de l'état de santé de la personne handicapée l'oblige à être hébergée dans un service agréé par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées.
- 7° jusqu'au terme d'une période ininterrompue de 8 ans et 6 mois prenant cours 6 mois après la date de déclaration, ne pas aliéner le logement en tout ou en partie lorsque le demandeur est propriétaire ou mettre fin au bail lorsque le demandeur est locataire.

Les engagements souscrits par le demandeur en application de l'alinéa 1^{er}, 6° et 7° le sont aussi par son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement lorsque celui-ci détient un droit réel sur le logement.

Les dispositions du présent arrêté applicables au demandeur marié ou vivant maritalement le sont aussi au demandeur isolé qui s'engage à occuper le logement si cet engagement est également souscrit par son futur conjoint ou la personne qui vivra maritalement avec lui.

Art. 4. Le Ministre détermine les conditions techniques auxquelles les logements qui font l'objet d'une demande d'octroi de prime doivent satisfaire.

Ces conditions sont relatives :

- 1° aux dimensions et aux superficies;
- 2° aux catégories et au nombre minimum de pièces ou de locaux;
- 3° à l'adéquation de ces pièces ou locaux aux personnes handicapées occupant le logement;
- 4° aux critères de salubrité requis.

Art. 5. § 1^{er}. La demande de prime est adressée à l'administration au moyen du formulaire établi par celle-ci.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande de prime comporte :

1° l'identification précise du logement à adapter;

2° l'extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur;

3° un avis médical motivé qui spécifie :

a) soit qu'un membre du ménage du demandeur est usager de fauteuil roulant ou est susceptible de le devenir compte tenu du caractère évolutif de la pathologie dont il souffre;

b) soit qu'un membre du ménage du demandeur souffre de troubles résultant d'une pathologie cardiaque, vasculaire, respiratoire, de la colonne vertébrale ou des membres inférieurs et/ou supérieurs entraînant des troubles locomoteurs et rendant les déplacements et les franchissements d'obstacles très difficiles. En ce qui concerne les pathologies cardio-vasculaires et respiratoires, la consommation maximale d'oxygène doit être inférieure ou égale à un seuil moyen de 16 ml/kg/minute, pondéré en fonction de l'âge, du sexe et du poids, selon la classification dite de WEBER pour insuffisants cardiaques et pulmonaires.

4° un état descriptif du bâtiment établi par le délégué du ministre, mentionnant le degré de salubrité et énumérant la liste des travaux nécessaires à l'adaptation;

5° le certificat de l'administration compétente du Ministère des Finances relatif aux droits sur le logement dont est titulaire le demandeur ou, si l'acte d'achat n'a pas encore été signé, une copie du compromis d'achat ou le contrat de bail;

6° si nécessaire, une copie du permis d'urbanisme relatif aux travaux visés au 4°, certifiée conforme à l'original par le délégué du ministre.

§ 3. L'attestation visée à l'article 1^{er}, 6° doit être jointe à la demande.

§ 4. La date de la demande est celle du cachet de la poste apposé sur l'envoi contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, le ou les derniers documents rendant la demande complète.

Art. 6. § 1^{er}. Les travaux définis à l'article 2 déjà entamés ou exécutés à la date de l'établissement du relevé de ceux-ci par un délégué du ministre ne sont pas pris en compte pour le calcul du montant de la prime, sauf s'ils permettent encore au délégué d'apprécier l'état initial du bâtiment.

§ 2. En cas de logement comportant des locaux affectés ou destinés à être affectés, même partiellement, à l'exercice d'une activité professionnelle, les travaux effectués à des ouvrages communs à la partie résidentielle et à la partie professionnelle du logement sont pris en considération au prorata de la partie résidentielle.

Les travaux effectués à des ouvrages communs à plusieurs logements ou communs à un ou plusieurs logements et à une partie du bâtiment affectée à un usage professionnel, totalement distincte du ou des logements, ne sont pas pris en considération, sauf si l'ensemble du bâtiment appartient au même propriétaire. Dans ce cas, les travaux communs sont pris en compte au prorata de la part que représente le logement objet de la demande.

§ 3. Les travaux doivent être exécutés dans les trois ans à dater de la notification de la décision d'octroi de la prime.

L'administration peut proroger ce délai de six mois si elle estime fondée une demande de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire qui lui est adressée avant l'expiration du délai de trois ans.

Art. 7. Le montant de la prime est fixé aux 2/3 du coût hors TVA des travaux admissibles sans pouvoir excéder 350 000 francs.

Si pour un même logement, un membre du ménage ayant déjà sollicité une ou plusieurs primes en application du présent arrêté, introduit une nouvelle demande avant la notification d'octroi de la ou des primes précédemment sollicitées ou au cours de la période de 4 ans débutant à la date de cette notification, le montant de la prime auquel il peut prétendre ajouté à celui ou ceux de la ou des primes précitées ne peut excéder les 2/3 du coût hors TVA des travaux admissibles sans pouvoir excéder 350 000 francs.

Art. 8. § 1^{er}. La liquidation de la prime est subordonnée à la transmission à l'administration par le demandeur d'un certificat d'achèvement des travaux, dressé par un délégué du ministre. Ce certificat contient la liste des factures relatives aux travaux admis, ainsi que tous les documents, réclamés par l'administration, qui sont indispensables à la vérification de la concordance des travaux réalisés avec ceux qui ont fait l'objet de l'accord préalable.

Les factures sont visées pour accord par le délégué du ministre et sont annexées à la déclaration d'achèvement des travaux.

Ne sont pas prises en considération les factures relatives à des travaux nécessitant un permis d'urbanisme en application du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine pour lesquels le permis n'a pas été délivré ou respecté.

§ 2. Dans les trois mois de l'envoi des documents visés au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 à l'administration, celle-ci notifie au demandeur sa décision détaillant le calcul du montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels la prime ne peut être liquidée.

Le défaut de notification au demandeur dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} est assimilé à un refus.

§ 3. Le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification de rejet ou de l'expiration du délai visé au § 2 pour introduire, par envoi recommandé adressé à l'administration, un recours auprès du ministre. Le ministre statue dans les trois mois de la réception de ce recours. A défaut, la demande est acceptée.

Art. 9. Un délégué du Ministre ne peut agir en cette qualité pour sa propre demande de prime, ni pour celle d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1999.

Art. 11. Le Ministre du logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2866

[C — 99/27657]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Einführung einer Prämie für die Anpassung von Wohnungen für behinderte Personen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikels 18, 24 und 28, § 1;

Aufgrund des am 6. April 1999 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 1 April 1999 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 31. Mai 1999 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses geltenden die folgenden Definitionen:

1° behinderte Person:

a) entweder die Person, die an einem mindestens 66%igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder einer mindestens 66%igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet und vom Ministerium der sozialen Fürsorge, des öffentlichen Gesundheitswesens und der Umwelt als solche anerkannt worden ist;

b) oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel oder weniger von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;

c) oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens 9 Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes;

2° künftiges Kind: das Kind, das am Tag der Einreichung des Antrags seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird: der Beweis hierfür wird durch ein ärztliches Attest erbracht;

3° Einkommen: das global steuerpflichtige Einkommen des Antragstellers und seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person am Tag der Antragstellung, wobei dieses Einkommen das Einkommen des vorletzten Jahres vor demjenigen der Antragstellung ist.

Das vorerwähnte Einkommen wird um 75 000 BEF pro unterhaltsberechtigtes bzw. künftiges Kind verringert.

Bei einer Trennung des Antragstellers zwischen dem Bezugsjahr für das Einkommen und der Antragstellung wird beim berücksichtigten Einkommen von der eventuellen Anwendung des Ehepaarquotienten abgesehen.

Wenn die Antragsteller Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, müssen sie eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn diese Einkünfte nicht steuerfrei gewesen wären.

Art. 2 - § 1. Für den Genuss der Anpassungsprämie wird Folgendes berücksichtigt:

1° die Anpassungsarbeiten an den Zugangswegen zur Wohnung, so dass ein behindertengerechter Weg vom Wegenetz bis zu den gemeinsamen Anlagen und bis zur Wohnung freisteht. Diese Anpassungsarbeiten können Folgendes umfassen:

a) Rampen;

b) Anpassung der Durchgangsbreite in den Gängen;

c) Anpassung der Hallen;

d) Anpassung der Korridore;

e) Anpassung der Bodentextur.

2° die Anpassungsarbeiten an der Wohnung, so dass ein hindernisfreier Verkehr und der Genuss aller Funktionen möglich ist. Diese Anpassungsarbeiten umfassen:

a) Breite der Durchgänge, Innen- und Außentüren;

b) Bodentextur;

c) freie Rotationsflächen in der Halle, dem Wohnzimmer, den Schlafzimmern, dem Badezimmer, den Toiletten und der Garage;

d) die Verstärkung der Mauern, die zur Befestigung von Zubehör bestimmt sind;

e) spezifisches Holzwerk, das wegen der Behinderung notwendig sind;

f) Stromanlagen wie Schalter, Steckdosen, elektrische Fernbedienung, zugängliche Sprechanlagen;

g) Zugang zu den Balkonen und Terrassen.

§ 2. Für jede Prämie muss der Betrag der berücksichtigten Arbeiten über einen Mindestbetrag von 60 000 BEF außer MwSt. mit Rechnungen von registrierten Unternehmern des Bausektors belegt werden.

§ 3. Die Anpassungsprämie darf nicht zusammen mit anderen, aufgrund der Gesetzgebung der Wallonischen Region oder der Deutschsprachigen Gemeinschaft gewährten Beihilfen im Bereich der Behindertenpolitik erhalten werden.

Art. 3 - Um einen Antrag auf die Gewährung einer Prämie einreichen zu dürfen muss der Betroffene:

- 1° volljährig oder für mündig erklärter Minderjähriger sein;
- 2° bei einem Haushalt mit nur einer Person über ein Einkommen von höchstens 1 250 000 BEF und bei einem Haushalt mit mehreren Personen über ein Einkommen von höchstens 1 500 000 BEF verfügen;
- 3° Inhaber eines dinglichen Rechts an der Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, sein oder einen Mietvertrag von mindestens 9 Jahren bezüglich der besagten Wohnung abgeschlossen haben, die der Mieter mit dem Einverständnis des Vermieters als Hauptwohnsitz benutzt, so dass er die unter Pos. 6° und 7° erwähnten Verpflichtungen eingehen kann;
- 4° ggf. muss der Antragsteller, wenn er die Wohnung mietet, über das Erlaubnis des Vermieters verfügen, um die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Arbeiten durchführen zu dürfen;
- 5° bis zum Ablauf eines Zeitraums von neun Jahren ab der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten die Besichtigung der Wohnung durch die Personen zulassen, die der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, nachstehend "der Minister" genannt, unter den Bediensteten der Verwaltung, nachstehend "die Beauftragten des Ministers" genannt, bezeichnet hat;
- 6° während eines ununterbrochenen Zeitraums von 8 Jahren und sechs Monaten ab der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten muss die behinderte Person, für welche die Arbeiten unternommen wurden, die Wohnung als Hauptwohnsitz benutzen und Räumen, die ursprünglich zu Wohnzwecken dienten, keine berufliche Zweckbestimmung geben, außer wenn die behinderte Person infolge der Entwicklung ihres Gesundheitszustands in einer durch die "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen) zugelassenen Dienststelle aufgenommen werden muss.
- 7° während eines ununterbrochenen Zeitraums von acht Jahren und sechs Monaten, der sechs Monate nach der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten beginnt, die Wohnung weder ganz noch teilweise veräußern, wenn der Antragsteller der Eigentümer ist, noch den Mietvertrag beenden, wenn der Antragsteller Mieter ist.

Die vom Antragsteller in Anwendung von Absatz 1, 6° und 7° eingegangenen Verpflichtungen werden ebenfalls von seinem mit ihm lebenden Ehepartner oder der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person eingegangen, wenn dieser bzw. diese Inhaber eines dinglichen Rechts an der Wohnung sind.

Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die auf den verheirateten oder in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Antragsteller Anwendung finden, finden ebenfalls Anwendung auf den alleinstehenden Antragsteller, der sich verpflichtet, die Wohnung zu bewohnen, wenn diese Verpflichtung ebenfalls von seinem zukünftigen Ehepartner oder der Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft leben wird, eingegangen wird.

Art. 4 - Der Minister legt die technischen Anforderungen fest, denen die Wohnungen, für die eine Prämie beantragt wird, genügen müssen.

Diese Anforderungen betreffen:

- 1° die Abmessungen und Flächen;
- 2° die Kategorien und die Mindestanzahl von Zimmern oder Räumen;
- 3° die Anpassung dieser Zimmer bzw. Räume für die behinderten Personen, die die Wohnung bewohnen;
- 4° die erforderlichen Kriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit.

Art. 5 - § 1. Der Prämienantrag wird an die Verwaltung mittels des von dieser ausgehändigten Formulars gerichtet.

§ 2. Damit der Prämienantrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

- 1° die genaue Identifizierung der anzupassenden Wohnung;
- 2° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;
- 3° ein mit Gründen versehenes ärztliches Attest, zur Bescheinigung:
 - a) entweder dass ein Mitglied des Haushalts des Antragstellers Rollstuhlfahrer ist oder angesichts der Entwicklung der Krankheit, an der es leidet, Rollstuhlfahrer werden könnte;
 - b) oder dass ein Mitglied des Haushalts des Antragstellers an von einer Herz-, Gefäß-, Atem- bzw. Wirbelsäulekrankheit verursachten Störungen oder an einer Pathologie der unteren oder/und oberen Gliedmaßen leidet, die lokomotorische Störungen verursacht oder die Fortbewegung und das Überqueren von Hindernissen sehr erschwert. Was die Herz- und Atembeschwerden betrifft, so darf der höchste Sauerstoffverbrauch gemäß der sogenannten Weber-Klassifikation für Herz- und Lungeninsuffizienz die Durchschnittsschwelle von 16 ml/kg/Minute, die aufgrund des Alters, des Geschlechts und des Gewichts gewichtet wird, nicht überschreiten;
- 4° eine von dem Beauftragten des Ministers erstellte Beschreibung des Zustandes des Gebäudes, in der der Grad der gesundheitlichen Zutraglichkeit und die Liste der für die Anpassung notwendigen Arbeiten angegeben sind;
- 5° die Bescheinigung der zuständigen Verwaltungsdienststelle des Finanzministeriums, in der die Rechte angegeben werden, die der Antragsteller an der Wohnung innehat, oder, wenn der Kaufvertrag noch nicht unterschrieben worden ist, eine Abschrift des Kaufvertrags;
- 6° wenn nötig, eine vom Beauftragten des Ministers als der Originalfassung gleichlautend genehmigte Abschrift der Städtebaugenehmigung bezüglich der unter Pos. 4° erwähnten Arbeiten.

§ 3. Das in Artikel 1, 6° erwähnte Attest muss dem Antrag beigefügt werden.

§ 4. Als Datum des Antrags gilt das Datum, an dem der Poststempel auf die Sendung mit den sämtlichen erforderlichen Unterlagen, oder ggf. mit der bzw. den letzten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags aufgedrückt worden ist.

Art. 6 - § 1. Die in Artikel 2 bestimmten Arbeiten, die am Tag, an dem der Beauftragte des Ministers die Bestandsaufnahme der Arbeiten macht, schon angefangen oder ausgeführt worden sind, werden für die Berechnung der Prämie nicht berücksichtigt, außer wenn sie dem Beauftragten noch ermöglichen, den Ausgangszustand des Gebäudes zu beurteilen.

§ 2. Wenn eine Wohnung Räume umfasst, die, sei es auch nur teilweise, der Ausübung einer Berufstätigkeit dienen oder dazu bestimmt sind, werden die Arbeiten, die an gemeinsamen baulichen Anlagen des zu Wohnzwecken dienenden Teils und des zu Berufszwecken dienenden Teils der Wohnung vorgenommen werden, im Verhältnis zu dem zu Wohnzwecken dienenden Teil berücksichtigt.

Die Arbeiten, die an gemeinsamen baulichen Anlagen mehrerer Wohnungen oder an gemeinsamen baulichen Anlagen einer oder mehrerer Wohnungen und eines für Berufszwecke bestimmten Teils des Gebäudes, der von der bzw. den Wohnungen vollkommen getrennt ist, vorgenommen werden, werden nicht berücksichtigt, außer wenn das ganze Gebäude demselben Eigentümer gehört.

In diesem Fall werden die gemeinsamen Arbeiten im Verhältnis zum Umfang berücksichtigt, der die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, darstellt.

§ 3. Die Arbeiten müssen innerhalb drei Jahren ab der Notifizierung des Beschlusses zur Gewährung der Prämie ausgeführt werden.

Die Verwaltung darf diese Frist um sechs Monate verlängern, wenn sie einen Antrag auf Verlängerung für gerechtfertigt hält, der auf einem fremden Grund mit befreiender Wirkung beruht und bei ihr vor Ablauf der dreijährigen Frist eingereicht worden ist.

Art. 7 - Der Betrag der Prämie ist auf 2/3 der Kosten ohne MwSt. der zulässigen Arbeiten festgelegt, ohne jedoch 350 000 BEF überschreiten zu dürfen.

Wenn ein Haushaltsmitglied, das in Anwendung des vorliegenden Erlasses eine oder mehrere Prämien schon beantragt hat, vor der Notifizierung des Beschlusses zur Gewährung der vorher schon beantragten Prämie(n) oder im Laufe des Zeitraums von 4 Jahren ab dem Tag dieser Notifizierung einen neuen Antrag für dieselbe Wohnung einreicht, darf der Prämienbetrag, auf den er Anspruch hat, zuzüglich der Beträge der vorgenannten Prämie(n) 2/3 der Kosten ohne MwSt. der zulässigen Arbeiten, und jedenfalls 350 000 BEF nicht überschreiten.

Art. 8 - § 1. Damit die Prämie ausgezahlt werden kann, muss der Antragsteller der Verwaltung eine von einem Beauftragten des Ministers aufgestellte Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten übermitteln. Diese Erklärung enthält eine Aufstellung der Rechnungen bezüglich der zugelassenen Arbeiten sowie alle von der Verwaltung verlangten Unterlagen, die notwendig sind, um zu überprüfen, ob die ausgeführten Arbeiten den vorher genehmigten Arbeiten entsprechen.

Die Rechnungen werden vom Beauftragten des Ministers genehmigt, mit einem Sichtvermerk versehen und der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten beigelegt.

Die Rechnungen für Arbeiten oder für den Einsatz von Materialien, die in Anwendung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe einer Städtebaugenehmigung bedürfen, und für die diese Genehmigung nicht erteilt oder nicht beachtet worden ist, werden nicht berücksichtigt.

§ 2. Innerhalb drei Monaten nach dem Versand der in § 1, Absatz 1 und 2 erwähnten Unterlagen stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihren Beschluss zu, wobei die Berechnung des ihm auszahlenden Prämienbetrags genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen die Prämie nicht ausgezahlt werden kann.

Eine fehlende Notifizierung innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist gilt als Ablehnung.

§ 3. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von einem Monat ab der Notifizierung der Ablehnung oder ab dem Ablauf der in § 2 erwähnten Frist, um per bei der Post aufgegebenen, an die Verwaltung gerichteten Einschreibebrief einen Einspruch beim Minister zu erheben. Der Minister entscheidet innerhalb drei Monaten ab Eingang des Einspruchs. Mangels dessen wird dem Einspruch stattgegeben.

Art. 9 - Ein Beauftragter des Ministers darf weder für seinen eigenen Prämienantrag noch für denjenigen eines Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich in dieser Eigenschaft handeln.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 1999 in Kraft.

Art. 11 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2866

[C - 99/27657]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering
tot invoering van een premie voor de aanpassing van woningen ten behoeve van gehandicapte personen**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 18, 24 en 28, § 1;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 1 april 1999 over het aangevraagde advies dat de Raad van State zal uitbrengen binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 31 mei 1999 krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° gehandicapte persoon :

a) hetzij de persoon die getroffen is door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid;

b) hetzij de persoon van wie het verdienvermogen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten beperkt is tot één derde of minder van wat een valide persoon in staat is te verdienen op de algemene arbeidsmarkt;

c) hetzij de persoon van wie het gebrek aan zelfredzaamheid krachtens dezelfde wet op ten minste negen punten vastgesteld is.

2° ongeboren kind : het op de datum van het indienen van de aanvraag sinds ten minste negentig dagen verwekte kind, waarbij een medisch attest als bewijsstuk geldt;

3° inkomsten : de globaal belastbare inkomsten van de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of van de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont op de datum van de aanvraag. Deze inkomsten hebben betrekking op het voorlaatste jaar dat aan het jaar van de aanvraag voorafgaat.

De bovenvermelde inkomsten worden verminderd met 75 000 BEF per kind ten laste of ongeboren kind.

In geval van scheiding van de aanvrager tussen het basisjaar voor de inkomsten en het indienen van de aanvraag wordt geen rekening gehouden met de eventuele toepassing van het huwelijksquotiënt voor de in aanmerking genomen inkomsten.

De aanvragers die wedden, lonen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van rijksbelastingen, moeten een attest van de schuldenaar van de inkomsten voorleggen met vermelding van het totale bedrag van de ontvangen wedden, lonen of emolumenten om de grondslag van de belasting te kunnen vaststellen, zoals dat het geval is wanneer bovenvermelde inkomsten onder het stelsel van het gemene recht aan de belasting onderworpen zijn.

Art. 2. § 1. Komen voor de aanpassingspremie in aanmerking :

1° de inrichtingen van de toegang tot de woning zodat de doorgangsweg mogelijk is vanaf de weg tot de gemeenschappelijke installaties en tot de woning d.m.v. :

a) hellende vlakken;

b) de aanpassing van de doorgangsbreedte in de gangen;

c) de aanpassing van de hallen;

d) de aanpassing van de overlopen;

e) de aanpassing van de vloerbekleding.

2° de inrichtingen van de woning zodat doorgangsmogelijkheden onbelemmerd zijn en alle functies van de woning gebruikt kunnen worden d.m.v. :

a) de doorgangsbreedte in de gangen, de breedte van de binnen- en buitendeuren;

b) de vloerbekleding;

c) de draaioppervlakte in de hal, de woonkamer, de slaapkamers, de badkamer, de WC en de garage;

d) de versterking van de muren die bestemd zijn voor het vasthechten van voorzieningen;

e) specifiek timmerwerk vereist voor de handicap;

f) de elektrische installaties zoals schakelaars, stopcontacten, elektrische bedieningen, toegankelijke parlofonen;

g) de toegang tot balkons en terrassen.

§ 2. Voor iedere premie moeten de in aanmerking genomen werken voor een minimumbedrag van 60 000 BEF exclusief B.T.W. bewezen worden door facturen van in de bouwsector geregistreerde aannemers.

§ 3. De aanvrager kan tegelijk aanpraak maken op andere tegemoetkomingen die krachtens de regelgeving van het Waalse Gewest of de Duitstalige Gemeenschap worden toegekend inzake het gehandicaptenbeleid.

Art. 3. Op de datum van de premieaanvraag moet de aanvrager :

1° meerderjarig zijn of ontvoegd minderjarig zijn;

2° niet beschikken over inkomsten die meer dan 1 250 000 BEF bedragen als hij alleenstaande is of 1 500 000 BEF als het gezin uit verscheidene personen samengesteld is;

3° een zakelijk recht hebben op de woning waarvoor een aanvraag is ingediend, of een huurovereenkomst voor minstens negen jaar gesloten hebben m.b.t. de woning waarvoor een aanvraag is ingediend, en die de huurder met instemming van de verhuurder als hoofdverblijfplaats bewoont, waarbij de onder de punten 6° en 7° bedoelde verbintenissen kunnen worden aangegaan;

4° in voorkomend geval moet de huurder die om de premie verzoekt, de toestemming van de eigenaar verkrijgen alvorens de bij dit besluit bedoelde werken uit te voeren;

5° toestemmen in de bezichtiging van de woning door personen, hierna afgevaardigden van de Minister genoemd, aangewezen door de Minister van Huisvesting, hierna de Minister genoemd, tot het einde van een periode van negen jaar;

6° tijdens een ononderbroken periode van 8 jaar en 6 maanden die begint te lopen 6 maanden vanaf de datum waarop de werken voltooid worden verklaard moet de gehandicapte persoon voor wie de werken uitgevoerd zijn, de woning als hoofdverblijfplaats bewonen en de aanvankelijk voor bewoning bestemde vertrekken niet voor het uitoefenen van een beroep gebruiken, tenzij de gehandicapte persoon wegens de evolutie van zijn gezondheidstoestand verplicht is in een dienst erkend door het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waaals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen) te verblijven.

7° de woning niet vervreemden, hetzij geheel hetzij gedeeltelijk, wanneer de aanvrager de eigenaar is of een einde maken aan de huurovereenkomst wanneer de aanvrager de huurder is, tot het einde van een ononderbroken periode van 8 jaar en 6 maanden die begint te lopen 6 maanden vanaf de datum waarop de werken voltooid worden verklaard.

De verbintenissen van de aanvrager krachtens het eerste lid, 6° en 7° worden ook aangegaan door zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont wanneer deze persoon een zakelijk recht heeft op de woning.

De bepalingen van dit besluit die van toepassing zijn op de gehuwde aanvrager of op de ongehuwd samenwonende aanvrager gelden ook voor de alleenstaande aanvrager die zich ertoe verbindt de woning te betrekken indien deze verbintenis ook aangegaan wordt door zijn toekomstige echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd zal samenwonen.

Art. 4. De Minister bepaalt de technische voorwaarden die vervuld moeten worden voor de woningen waarvoor een premie wordt aangevraagd.

Deze voorwaarden hebben betrekking op :

- 1° de afmetingen en oppervlakten;
- 2° de categorieën en het minimumaantal vertrekken of lokalen;
- 3° de overeenstemming van deze vertrekken of lokalen met gehandicapte personen die de woning bewonen;
- 4° de vereiste gezondheidsnormen.

Art. 5. § 1. De premieaanvraag wordt d.m.v. het specifieke formulier bij het bestuur ingediend.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd dient de aanvraag de volgende documenten te bevatten :

- 1° de duidelijke identificatie van de te renoveren woning;
- 2° het uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager;
- 3° een met redenen omkleed medisch advies waarbij bepaald wordt dat :

a) hetzij één lid van het gezin van de aanvrager een rolstoel gebruikt of zal moeten gebruiken gezien de ontwikkeling van de pathologie waaraan hij lijdt;

b) hetzij één lid van het gezin van de aanvrager aan stoornissen lijdt ten gevolge van een hartziekte, een vaatziekte of ademhalingsproblemen, dat hij motorisch gestoord is wegens een deficiëntie aan de wervelkolom of aan de onderste en/of bovenste ledematen en daardoor grote moeilijkheden ondervindt om zich te verplaatsen en hindernissen te nemen. Wat de cardiovasculaire en ademhalingsproblemen betreft, moet het maximaal zuurstofverbruik kleiner zijn dan of gelijk zijn aan een gemiddelde drempel van 16 ml/kg/minuut, gewogen op grond van de leeftijd, het geslacht en het gewicht, overeenkomstig de zogenaamde WEBER-classificatie voor personen met hart- en longproblemen.

4° een door de afgevaardigde van de Minister opgestelde omschrijving van het gebouw, met vermelding van de gezondheidsgraad alsmede de lijst van de voor de aanpassing nodige werken;

5° het attest van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën omtrent de rechten die de aanvrager heeft op de woning of indien de koopakte nog niet getekend is, een afschrift van de koopbelofte of de huurovereenkomst;

6° zo nodig, een door de afgevaardigde van de Minister voor eensluidend verklaard afschrift van de stedenbouwkundige vergunning voor de onder punt 4° bepaalde werken.

§ 3. Het in artikel 1, 6° bedoelde attest moet bij de aanvraag gevoegd worden.

§ 4. Als datum van de aanvraag geldt die van de poststempel die voorkomt op de verzending die alle vereiste documenten bevat of in voorkomend geval, de documenten die de aanvraag aanvullen.

Art. 6. § 1. De in artikel 2 bepaalde werken die reeds aangevat of uitgevoerd zijn op de datum waarop het verslag daarover door een afgevaardigde van de Minister werd opgemaakt, komen niet in aanmerking voor de berekening van het bedrag van de premie tenzij de afgevaardigde ondanks deze werken de oorspronkelijke staat van het gebouw nog kan inschatten.

§ 2. Wanneer de woning lokalen omvat die, zelfs gedeeltelijk, gebruikt worden of bestemd zijn voor het uitoefenen van een beroep, worden de werken uitgevoerd in gemeenschappelijke constructies van het woongedeelte en het beroepsgedeelte in de woning in aanmerking genomen naar rata van het woongedeelte.

De werken uitgevoerd in gemeenschappelijke constructies van verscheidene woningen of van één of verscheidene woningen en in een gebouwgedeelte dat voor het uitoefenen van een beroep is bestemd en dat geheel apart ligt van de woning(en) komen niet in aanmerking, tenzij het gehele gebouw aan dezelfde eigenaar toebehoort. In dit geval komen de gemeenschappelijke werken in aanmerking naar rata van de omvang van de woning waarvoor een aanvraag is ingediend.

§ 3. De werken moeten binnen drie jaar na kennisgeving van de beslissing over de toekenning van de premie worden uitgevoerd.

Het bestuur kan deze termijn met zes maanden verlengen indien een verlengingsaanvraag door het bestuur geacht wordt gegrond te zijn wegens onvoorziene omstandigheden of overmacht, en naar het bestuur wordt gezonden vóór het verstrijken van de termijn van drie jaar.

Art. 7. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 2/3 van de kosten, exclusief B.T.W., van de in aanmerking genomen werken zonder 350 000 BEF te kunnen overschrijden.

Indien een gezinslid dat reeds om één of verscheidene premies krachtens dit besluit verzocht heeft, een nieuwe aanvraag indient vóór de kennisgeving van de toekenning van de vroeger aangevraagde premie(s) of tijdens de periode van vier jaar vanaf deze datum van kennisgeving, mag het bedrag van de premie waarop hij aanspraak kan maken, samen met het bedrag van bovenvermelde premie(s) niet meer bedragen dan twee derden van de kosten, exclusief B.T.W., van de in aanmerking genomen werken zonder 350 000 BEF te kunnen overschrijden.

Art. 8. § 1. Om in aanmerking te komen voor de uitbetaling van de premie stuurt de aanvrager het bestuur een attest van een afgevaardigde van de Minister waarbij de werken voltooid worden verklaard, samen met een lijst van de facturen voor de werken die in aanmerking kunnen komen. Daarbij voegt hij alle documenten waarom het bestuur verzocht heeft en die onontbeerlijk zijn om te controleren of de uitgevoerde werken overeenstemmen met de werken waarmee vooraf werd ingestemd.

De facturen worden door de afgevaardigde van de Minister voor akkoord getekend en worden bij de verklaring omtrent de voltooiing van de werken gevoegd.

De facturen m.b.t. werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is krachtens het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, waarvoor de vergunning niet afgeleverd werd of niet in acht werd genomen, komen niet in aanmerking.

§ 2. Binnen drie maanden na de datum van verzending van de in § 1, eerste en tweede lid, bedoelde documenten naar het bestuur, geeft het bestuur kennis aan de aanvrager van zijn definitieve beslissing omtrent de toekenning, waarbij de berekening van het bedrag van de hem te storten premie uitvoerig wordt beschreven, of van de redenen waarom deze kennisgeving niet kan plaatsvinden.

Indien de beslissing niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn aan de aanvrager wordt medegedeeld, wordt ervan uitgegaan dat beslist is om de toekenning te weigeren.

§ 3. De aanvrager beschikt over een termijn van één maand vanaf de datum waarop de afwijzing bekendgemaakt wordt of waarop de in § 2 bedoelde termijn verstreken is om bij een aan het bestuur gericht aangetekend schrijven bij de Minister een beroep in te stellen. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van dit beroep. Als er geen antwoord is, moet ervan worden uitgegaan dat de aanvraag ingewilligd is.

Art. 9. Een afgevaardigde van de Minister kan voor zijn eigen premieaanvraag noch voor een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad in deze hoedanigheid optreden.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999.

Art. 11. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 2867

[C - 99/27658]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des associations de promotion du logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 192 et 199;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 1^{er} avril 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 31 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions, désigné ci-après le Ministre, peut accorder l'agrément à toute association de promotion du logement, ci-après dénommée association, qui remplit les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2. Pour obtenir l'agrément, l'association doit, à la date d'introduction de la demande :

1° réaliser des activités conformes aux articles 2 et 198 du Code wallon du Logement et couvrant au moins le territoire d'une province;

2° adopter le statut d'association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juillet 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

3° avoir son siège d'activité en Région wallonne;

4° accepter la vérification par la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne, désignée ci-après l'administration, de la conformité de ses activités et de sa comptabilité à l'article 6;

5° justifier une année d'existence comportant l'exercice d'une des trois activités visées à l'article 198 du Code wallon du Logement;

6° occuper au minimum deux personnes en équivalent temps plein.

Le maintien de l'agrément est subordonné à :

1° la présentation d'un rapport annuel d'activités liées à l'agrément;

2° la notification à l'administration de toute modification des statuts dès leur approbation par l'assemblée générale.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 198, 1° du Code wallon du Logement :

1° les logements mis à disposition par l'association doivent répondre aux normes minimales de salubrité fixées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions;

2° l'association doit disposer d'un ou plusieurs travailleurs sociaux gradués ou universitaires ou justifiant d'une expérience de trois années au moins dans le domaine social;